



CONSEIL NATIONAL DES BASHINGANTAHE

INAMA NKURU Y'ABASHINGANTAHE

B.P. 1390. BUJUMBURA. Tel : 215057. E-mail : indanga04@yahoo.fr

CONTRIBUTION DE L'INSTITUTION DES BASHINGANTAHE A LA PREPARATION DES ESPRITS AU REFERENDUM CONSTITUTIONNEL

DECLARATION N° 19

1. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) vient de postposer la date du Référendum Constitutionnel. L'Institution des Bashingantahe tient à remercier la CENI pour le fait d'avoir fait preuve de sagesse. En réalité, il n'est pas seulement question des dispositifs matériels à mettre soigneusement en place. Il y a plus ! Il y a surtout le fait de préparer soigneusement les esprits et les cœurs pour **que le Référendum Constitutionnel contribue à guérir ce pays tant meurtri dans tous les sens**. Un tel événement doit donc baigner dans un climat emprunt de sérénité, qui peut nous conduire à la réconciliation progressive, tant recherchée.
2. C'est pour atteindre cet objectif, pensons-nous, que la campagne de préparation à ce Référendum Constitutionnel a officiellement débuté. Toutefois, l'Institution des Bashingantahe ose espérer qu'après l'ouverture officielle, il y aura un débat profond et non une simple campagne de façade. Il faut garder à l'esprit que le pays a subi, et subit toujours plus, une crise grave au niveau des valeurs qui font qu'un homme est un homme sur le plan moral ; au niveau des valeurs qui font qu'un Pays est habitable. La Constitution devrait donc être conçue non pas seulement comme une mise sur pied des institutions classiques, prévues pour tous les pays démocratiques. Mais plutôt comme un texte qui initie un processus de guérison d'un pays profondément ébranlé. Chacun sait combien les idées destructrices anéantissent les consciences et la vie en commun. **Le débat autour de la Constitution « post transition » doit donc contribuer à les redresser.** Le travail de redressement ne sera pas fini pour autant. La route sera longue. Le débat sur la Constitution ne pourra qu'aider à prendre cette route. Si le Pays ne se reprend pas, grâce à l'actuelle préparation au référendum constitutionnel, il peut se plonger dans l'abîme pour longtemps et demeurer une caricature de Nation.
3. Certains peuvent penser que la Constitution est déjà en vigueur et qu'il n'est plus question d'en discuter. Il est vrai que pour éviter un vide institutionnel, il a fallu emprunter un texte constitutionnel, non encore approuvé par la population. **Ce qui signifie que ce texte est encore amendable. De toutes façons, seule la population est souveraine. Les dirigeants ne sont que à son service.** Un texte a été préparé avec l'espoir, pensons-nous, que la population puisse l'enrichir avant de le voter. Il a paru même que les déclarations officielles vont dans ce sens. Nous pensons donc qu'il soit encore temps d'y ajouter quelque chose en temps voulu et suivant les modalités à trouver. **Nous recommandons par conséquent aux Responsables du Pays, d'accepter que les apports de la population puissent avoir une place dans le projet de texte de la Constitution à soumettre au référendum.** Nous leur

recommandons surtout de choisir des animateurs du débat, qui puissent contribuer à la guérison des blessures que le Pays traîne avec lui. Nous recommandons, en un mot, à ces derniers, d'être ouverts aux apports de la population, en se rappelant constamment qu'elle est la seule souveraine.

4. Pour ce qui concerne spécifiquement l'Institution des Bashingantahe, des propositions ont été fournies aux autorités compétentes pour que celle-ci soit incluse dans le projet du texte constitutionnel. Toutefois, ces propositions n'ont pas pu être retenues. Nous pensons que le climat de polémique qui prévalait au moment de l'adoption du projet de constitution n'a pas facilité la tâche. **Ce que nous demandons est simple : c'est que le Burundi moderne reconnaisse et assume ce trésor que ses ancêtres lui ont légué et qui peut faire revivre ses tissus sociaux.** Nous réitérons donc notre demande : que l'Institution des Bashingantahe puisse être reconnue par la Constitution ; et que ce précieux legs traditionnel soit ainsi assumé dans la modernité. Nous proposons donc que, dans le préambule de la Constitution à voter, il puisse y avoir l'ajout suivant :

« Considérant notre attachement aux valeurs de cohésion sociale, sur lesquelles a été bâtie la nation burundaise, et qui étaient garanties par l'Institution des Bashingantahe... »

5. Nous suggérons en plus ce qui suit quand il est question des Conseils Nationaux aux articles 268 et suivants. Ces conseils sont définis comme étant prévus pour « assurer une large participation citoyenne à la gestion des affaires publiques ». Or, l'Institution des Bashingantahe n'est pas destinée à la gestion des « affaires publiques », c'est-à-dire émanant de l'Etat. **L'Institution des Bashingantahe a plutôt reçu de par la Tradition, un mandat pour gérer les affaires socio-politiques de la Communauté Humaine dans le Pays ; et non pour gérer les affaires étatiques.** Elle demande donc tout simplement une reconnaissance qui pourrait être exprimée en ces termes à la fin de la présentation de ces divers conseils :

« L'Institution des Bashingantahe est reconnue comme une institution traditionnelle et multiséculaire, ayant pour objet la protection des hautes valeurs notamment de vérité ; de justice, d'équité, d'honneur, de patriotisme, de paix et de cohésion sociale. Elle est autonome pour son organisation et son fonctionnement. Elle collabore avec les Pouvoirs Publics suivant les formes traditionnelles ou adaptées à la modernité ».

6. A gauche et à droite dans le Pays, des demandes se font insistantes en ce sens. Il faut bien qu'elles soient entendues par les autorités compétentes. De plus, l'autonomie de l'Institution des Bashingantahe est, de toutes façons, sacrée. Or, dans le projet de la constitution, il est stipulé ce qui suit à l'article 269 : le Conseil National pour l'Unité Nationale et la Réconciliation est un organe consultatif chargé notamment :

« de concevoir et d'initier des actions nécessaires en vue de réhabiliter l'Institution d'Ubushingantahe pour en faire un instrument de paix et de cohésion sociale ».

Il est à noter que l'Institution des Bashingantahe n'a jamais été sous la tutelle de l'Etat ou d'une Commission Etatique quelconque, depuis les temps reculés des

commencements. Le Mushingantahe est un homme ou une femme qui interroge sa conscience et ses pairs et non l'Etat, avant de prendre position face aux problèmes de l'Heure. **Nous proposons donc avec insistance de supprimer cet alinéa qui met sous la tutelle de l'Etat l'Institution des Bashingantahe. Ce serait un recul par rapport à la Tradition. En synthèse, nous demandons une reconnaissance de l'Institution des Bashingantahe et non une mise sous tutelle.**

7. Nous nous permettons d'insister sur cette reconnaissance constitutionnelle de l'Institution des Bashingantahe. C'est en effet une chance inouïe pour le Burundi d'avoir, sur chaque colline et dans chaque quartier en ville, des personnes de conseils en qui la population peut se confier, conscientes qu'elles ne visent que le Bien Commun et les valeurs qui le fondent. Si en effet la population ne pouvait recourir qu'à l'Administration et à la Police, pour régler les moindres problèmes quotidiens, la société serait ingérable. **Nos ancêtres ont donc prévu ce que les sociétés modernes d'Occident sont en train de rechercher aujourd'hui : les comités de gestion du milieu. Le Burundi a la chance d'en avoir de par la Tradition. Il ne peut donc pas se payer le luxe de les gaspiller.** Ailleurs, le fait d'assumer la Tradition est un point d'honneur, mais au Burundi l'on se fait l'honneur de la narguer. L'on est plutôt fier de scier la chaise sur laquelle on est assis ; et d'ébranler les fondements sur lesquels la société repose, en croyant par là être capable pour longtemps, **de vivre des valeurs d'emprunt et de penser par procuration.** Or, il est incontournable de savoir qu'un pays sans tradition, est un pays sans avenir. Ce n'est pas pour rien qu'un grand politologue a pu dire : *« La tradition, c'est le progrès dans le passé ; le progrès dans l'avenir, ce sera la tradition »* (Edouard HERRIOT).
8. Nous osons donc espérer que les Pouvoirs Publics permettront un réel débat sur le projet de constitution en vue de l'enrichir ; et que l'inclusion de l'Institution des Bashingantahe dans le projet de texte constitutionnel à soumettre au référendum fera davantage objet d'attention.
9. De plus, pour le reste, le Conseil National des Bashingantahe est engagé à assainir le climat social pour créer des conditions favorables au bon déroulement des élections. Il a déjà publié des consignes visant à prévenir les comportements inciviques, pendant et après la période électorale. Nous demandons à la CENI de renforcer cette sensibilisation pour le plus grand bien de la Nation.
10. Enfin, le Conseil National des Bashingantahe demande aux plus hautes autorités du Pays de **rapprocher les leaders politiques par un dialogue constant et de dépasser la communication qui crée un climat de peur.** Dieu sait combien un tel climat a toujours entraîné la perte de tant de vies humaines dans le Pays. A cette condition, les échéances électorales en cours seront un succès et non un nouveau point de départ vers d'autres déchirements entre frères. Nous profitons ainsi de l'occasion pour **inviter les Bashingantahe de tout le Pays à répondre présents aux prochaines échéances électorales**, dans le but d'en assurer le meilleur succès, en vue d'une sortie saine de la Crise.

Fait à Bujumbura, le 24/11/2004
 Adrien NTABONA
 Président du Conseil
 National des Bashingantahe